



Le 30 juillet 2010

# L'UNSA-ICNA dénonce un protocole de convergence

Sous la pression des préavis de grève conjoints de l'Intersyndicale, de l'UNSA-ICNA et de la CFDT, l'administration a retiré le FABEC fusionnel comme l'objectif affiché de ce protocole. Après étude approfondie du texte qu'elle propose aujourd'hui à la signature aux OS, elle n'en avait probablement pas besoin : recrutements insuffisants, suppression des approches, future transformation des ICNA en simple « ATCO », etc., la DGAC se dirige de son plein gré vers le modèle allemand.

Ce protocole est ainsi résolument un protocole de convergence vers les conditions de travail et l'organisation de l'espace aérien de nos partenaires du FABEC, la question de l'intégration de la prestation devenant largement secondaire derrière les gains de productivité que celle-ci permet.

Fidèle à ses valeurs de défense du modèle ICNA, l'UNSA-ICNA ne signera donc pas ce protocole. Il dénonce ce texte qui met à mal notre organisation et notre modèle social.

## Peut-être pas de FABEC fusionnel, mais un FABEC harmonisé !

Une lecture sincère du premier chapitre du protocole (sur l'Europe) permet de voir que la notion de **FABEC fusionnel n'apparaît plus** et que les termes utilisés permettent au final les deux options, soit fusionnelle, soit coopérative, même si l'hypothèse fusionnelle est clairement la plus explorée et celle privilégiée par les rédacteurs. Lorsqu'il est écrit que les fonctionnaires « pourront le cas échéant être détachés ou mis à disposition du FABEC », il faut aussi lire que ce cas peut ne pas échoir ! Notre lecture du 20 juillet est donc confirmée.

Mais malheureusement, l'important n'est pas là, nos dirigeants sont loin d'être idiots. Or, procéder à l'envers et annoncer le 11 janvier être pour un modèle fusionnel sans même en parler à ses partenaires principaux, et mettre ainsi la DGAC à feu à sang pour se rendre compte au final que l'Allemagne n'en veut pas (ou en tout cas pas sous une forme publique) serait une idiotie et une erreur politique majeure si c'était là le seul but recherché.

Car avec le recul, cette stratégie d'intégration a surtout été le prétexte pour avancer sur un certain nombre de réformes voulues en franco-français avec le soutien de syndicats « mosaïciens » motivés par la perspective d'une fusion prochaine. **La lecture du reste du protocole confirme cette analyse : sans invoquer le FABEC fusionnel, et dans les faits sans réellement s'en préoccuper, la DGAC converge seule vers les pratiques allemandes** (censées être plus productives, mais assurément moins sociales), réalisant ainsi ce que nous dénonçons depuis notre création : l'harmonisation par le bas des conditions de travail.

On voit bien que le statut unique voulu par certains, et la « **nécessaire harmonisation européenne** », ce n'est pas prendre le meilleur de chacun, mais c'est réduire les droits et les acquis sociaux au nom des seules considérations économiques et politiques.

## L'ATCOisation du corps des ICNA

Nous comprenons la signature de l'UTCAC : ce protocole est assurément celui des TSEEAC qui obtiennent un certain nombre d'avancées, notamment statutaires. Nous aimerions pouvoir nous en réjouir pour nos collègues TSEEAC (qui en aucun cas ne déméritent, tant dans les TWR de groupe F et G que dans les subdivisions) mais malheureusement ces gains ne sont ni un hasard, ni le résultat de négociations catégorielles efficaces, mais **la conséquence naturelle d'une politique de transformation des ICNA en « ATCO » (Air Traffic COntrollers), simples opérateurs de première ligne.**

Les ICNA se retrouvent ainsi « étouffés » entre un corps de TSEEAC largement revalorisé (et dont les membres peuvent devenir massivement ICNA, ce qui remettra clairement en cause le niveau de recrutement à terme) et **un nouveau corps d'encadrement dont nous sommes par construction exclus. On en arrive au modèle répandu dans le FABEC : un et un seul « corps » de contrôleurs, et l'encadrement à part, intégrant éventuellement quelques ex-contrôleurs « méritants »...**

La politique des basses couches (fermeture systématique des approches régionales pour ne laisser que 15 approches centrales) s'apprécie aussi à cette volonté de rapprochement ICNA-TSEEAC puisqu'il s'agit de la transformation massive d'emplois ICNA en emplois TSEEAC. Ajouté à – sur la durée du protocole – des recrutements ICNA en baisse pour des recrutements TSEEAC en hausse, la manœuvre est claire ! Et elle s'opère avec le plein assentiment d'un syndicat de « contrôleurs » qui n'est plus celui des ICNA, mais agit désormais clairement en faveur d'un corps unique d'ATCO, FABEC-compatible, négation de notre modèle ICNA de contrôleur et ingénieur.

## Des avancées bien minces

Entre **les « mesurette » de bon sens** qui devraient déjà être mises en œuvre et qui ne sont dans le protocole que pour donner l'impression que celui-ci n'est pas entièrement négatif (par

### Les dernières heures de la négociation protocolaire

L'administration ayant favorablement répondu à la revendication de notre préavis de grève, l'UNSA-ICNA a décidé de lever celui-ci dans le contexte que chacun connaît désormais. Il a ensuite participé aux dernières 24 heures de la négociation protocolaire, dans l'espoir d'infléchir favorablement un texte qui allait à l'évidence être signé par l'administration et ses acolytes. Malheureusement, la DGAC n'était pas décidée à écouter une quelconque voix dissidente... Il n'était ainsi plus possible de retoucher au chapitre 1 (sur l'Europe), considéré « validé » le 20 juillet, et sur les autres, malgré de nombreuses propositions de notre part et des bilatérales en plein milieu de la nuit, seules deux ont été retenues dans le document final, sur la VRO : le préavis de 1H30 et le compteur déjà incrémenté, sur le modèle de l'AMI (mais avec une justification fort différente !).

L'UNSA-ICNA déplore un tel manque d'écoute, qui est contraire à l'esprit du dialogue social et n'encourage pas à la négociation, alors que nous venions dans un esprit d'ouverture et d'apaisement... Par ailleurs, quelle confiance accorder à une administration qui refuse de parler d'un chapitre 1 « intouchable » alors qu'on découvre dans le document final que celui-ci a été modifié pour transformer les groupes de travail ouverts à tous, en groupes de travail « protocolaires », opérant ainsi un chantage à la signature ?

exemple, les équipes mixtes DO/DTI, le pôle NA de la DSAC ou encore les nouvelles règles de fractionnement/permutation/remplacement) et **les mesures qui résultent d'une obligation externe**

(légalisation des primes, CISM, procédure pour la prise médicamenteuse, « moratoire » sur les retraites qui n'est que la seule application de la loi Woerth, etc.), **difficile de parler d'un protocole social pour les ICNA !**

Les quelques « avancées » réelles sont soit clairement clientélistes (comme la prise en compte des problématiques d'effectifs dans les primes), soit concernent un nombre extrêmement faible d'ICNA (accès au HEB via un emploi fonctionnel pour les chefs de centre et au-dessus, c'est-à-dire aujourd'hui 2 ICNA sur 4400...).

Quant à la **VRO**, qui devait être la « mesure phare » de ce protocole (impossible de l'en sortir

pour la négocier à part !), si sa mécanique se rapproche désormais notablement de la proposition UNSA-ICNA d'Astreintes pour Mission d'Ingénieur, notamment en ce qui concerne le compteur déjà incrémenté de quelques jours, **elle acte par sa justification des principes potentiellement dangereux pour le corps, et plus particulièrement pour les centres à forte saisonnalité !** Sans compter **qu'elle ignore totalement la principale revendication de l'UNSA-ICNA en la matière : donner aux CDS/CDT l'autorité administrative sur leur personnel opérationnel** (permettant notamment les early-go).

## **Dernière minute : Signature du protocole au ministère**

Ce jeudi 29 juillet avait lieu au Ministère la signature officielle du protocole d'accord. 7 syndicats ont signé :

- SNCTA
- UTCAC
- SPAC-CFDT
- SNAC-CFTC
- SNPL
- SNIAC (syndicat des IPEF)
- USAC (syndicat des Administrateurs Civils)

Il s'agit peut-être d'un nombre important de syndicats, mais même ensemble, ils ne représentent

toujours qu'une minorité des personnels. C'est pourquoi l'intersyndicale majoritaire a d'ores et déjà dénoncé cet accord, comme le permet la nouvelle loi du 5 juillet 2010.

Espérons que la DGAC ne cherche pas à jouer au plus fin et que le gouvernement respecte l'esprit d'une loi de la République votée il y a moins d'un mois. Pour notre part, nous avons dénoncé ce protocole aujourd'hui même et avons fait savoir au Ministre ce que nous pensons de la politique proprement désastreuse menée par la DGAC ces derniers mois !

## **Pour l'UNSA-ICNA, c'est fermement NON**

**Le BN de l'UNSA-ICNA, soutenu par un vote à l'unanimité de sa Commission Exécutive, ne signera pas et dénonce ce protocole**, qui n'est qu'un protocole de convergence et de destruction du modèle ICNA.

**Il dénonce aussi les méthodes scandaleuses de l'administration, qui n'a jamais recherché un accord majoritaire**, a agi de façon trouble avant la grève du 21, et pratique désormais un chantage aux GT protocolaires. Si l'UNSA-ICNA a démontré être un syndicat ouvert à la négociation, il refuse d'abandonner ses principes pour un strapontin dans des GT où le résultat est clairement connu d'avance.

**L'UNSA-ICNA sait dire non à l'inacceptable !**

***A venir : la lecture détaillée du protocole.***

**Notre site : [www.icna.fr](http://www.icna.fr)**

**Votre contact : [unsa@icna.fr](mailto:unsa@icna.fr)**

**Notre vision européenne : [www.concordia-fabec.eu](http://www.concordia-fabec.eu)**